

Gilles Fumey
Gilles Fumey
27 septembre 2006

La carte scolaire, dérouté de la géographie ?

Dans notre beau pays où certains politiques aiment à dire qu'on dispose du meilleur système scolaire du monde, la rentrée 2006 aura eu un goût amer pour plusieurs centaines de collégiens. Reçus au brevet - certains avec la mention très bien -, ils n'avaient toujours pas reçu le 4 septembre des services académiques l'adresse d'un lycée pour les accueillir. Ils sont restés chez eux, à surfer sur internet faute de pouvoir rencontrer les professeurs auxquels ils rêvaient ou pour parler comme les consommateurs, auxquels ils avaient droit. Les pétaudières rectorales ont été impuissantes à l'échelon local à gérer l'inscription de jeunes qui ne demandaient qu'à entrer au lycée dignement, y faire les études auxquelles ils rêvaient, y retrouver leurs amis déjà inscrits. Haro, donc, sur la législation et la carte scolaire !

Le flot d'avis et de critiques qui s'est déversé dans la presse a été unanime à condamner l'hypocrisie du système issu de la carte scolaire. Jacques Julliard, le père fouettard du *Nouvel Observateur*, a été le plus virulent contre les professeurs et leurs syndicats. Les spécialistes patentés de l'école (F. Dubet, par exemple), les chercheurs de la vénérable Ecole des Hautes études en sciences sociales comme G. Fack et J. Grenet, mais plus curieusement T. Piketty dont ce n'est pas le champ habituel de réflexion, ont enfoncé le clou en allant jusqu'à prôner, pour ce dernier, un « **bon usage de la concurrence scolaire** ». Nul doute que l'approche de la présidentielle pousse les candidats au débat à donner de la voix, mais l'édredon du système ne risque-t-il pas d'étouffer ce trop beau concert de critiques par l'inertie, voire la menace d'une énième mobilisation des syndicats enseignants.

Cette petite transe nationale est une occasion de rappeler combien la gestion d'un territoire par des systèmes de sectorisation n'est jamais neutre. On se remémore aux Cafés géo, un débat avec B. Gaudillère, chercheur et adjoint au maire de Paris, et J. Lévy sur les [« tripatouillages électoraux »](#) dont ils avaient dédramatisé l'existence. De nombreux débats ont eu lieu sur les maillages administratifs, sur les frontières, sur les réseaux qui accordent aux systèmes cartographiques des qualités pour la compréhension et la gestion des espaces géographiques. Mais **la carte scolaire, elle, était inscrite au sommet des belles idées de la République** et, lors de sa création en 1963, elle dédouanait l'État du soupçon de l'inégalité devant la loi : rousseauiste dans son habit, mais scientifique, rigoureuse, équitable sous le drapé national, elle était inattaquable tout comme sont intouchables les monuments nationaux comme le bac, les concours, la gratuité et la société des agrégés. Le sommet de cet édifice territorial a été couronné avec les ZEP dont tout le monde sait aujourd'hui qu'elles sont inefficaces, mais le zonage - qui a fait tant de ravages dans l'organisation de l'espace en France, les géographes qui travaillent sur la ville le savent -, a été vu comme une solution miracle à ce qui est une insupportable réalité : l'école républicaine comme facteur d'accroissement des inégalités sociales.

Les leçons de cette faillite de la mixité sociale - dont le maintien n'était pas du ressort de l'école - n'ont jamais été vraiment tirées. Les ministres engagent des « marathons de concertations », des « grands débats », des « lois » sur l'école avec des médias paresseux prompts à suivre tout ce qui péroré dans le ciel gouvernemental. Dans les années 1980, en

période de pleine massification de l'enseignement et sous la belle incantation d'un J.-P. Chevènement, l'inventeur des 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, on a raté le coche d'une politique qui aurait dû mettre fin au délit d'initié des parents les mieux informés sur les tares du système scolaire, y compris pour les études supérieures. Pendant ce temps, **les écoles consulaires, en cheville avec les entreprises, travaillent, modernisent, sélectionnent et décrochent les meilleures places aux palmarès mondiaux**, l'enseignement privé prospère dans les métropoles et leurs banlieues comme dans le tissu rural le plus élimé, regardé souvent avec une pointe de commisération par nos idéologues patentés sur l'école. Dans les propositions qui ont été faites ces dernières semaines, on trouve des idées généreuses qui en disent long sur l'état de connaissance du management du système de l'Éducation nationale : parmi les plus farfelues, celle G. Fack et J. Grenet qui proposent de redessiner les secteurs scolaires chaque année en associant deux ou trois quartiers socialement hétérogènes, bien que géographiquement proches ! On imagine le feuilleton que serait, chaque année, ce tripatouillage sectoriel qui ferait encore mieux le lit des inégalités. Thomas Piketty, d'habitude mieux inspiré, ne trouve rien d'autre à proposer qu'une énième réduction de la taille des classes (17 élèves au lieu de 22, « ce qui réduirait de près de 45% l'inégalité aux tests de mathématiques à l'entrée en CE2 entre ZEP et hors ZEP »), signifiant tout de même une forte tolérance à l'inégalité... Jamais il n'est mis en avant la liberté, l'initiative, la générosité des maîtres dont certains n'ont pas attendu une quelconque reconnaissance de l'État et rapetassent, loin des feux de la rampe, un tissu social déchiré à l'école. Jamais il n'est abandonné l'idée que le volontarisme politique suffit pour gouverner ce bateau ivre. Jamais, enfin, il n'est question des parents dont le rôle dans la formation des enfants est déterminant - et cela, dès l'école primaire où s'enclenche le mécanisme infernal de la sélection.

La carte scolaire est un bel exemple de l'échec d'une certaine géographie appliquée.

Dessinée par une technocratie qui n'a perçu l'école que comme un lieu de gestion, un ensemble de flux entrants et sortants, elle a servi d'alibi républicain à ceux qui n'avaient rien à craindre d'elle, parce qu'ils habitent au bon endroit. Elle a dessiné des périmètres de contrainte pour des parents taxés à tort d'égoïstes - qui ne voudrait pas un enseignement de qualité aussi pour ses propres enfants ? Ghettoïsation, apartheid, relégation, tout a été écrit sur ce mode de gestion bureaucratique qui a fait tant de mal en France et dans d'autres pays, comme les États-unis, le Royaume-Uni, mais aussi l'Allemagne, l'Espagne. Le moment est venu de débattre à trois (enseignants, parents, gestionnaires) sur les contours de l'école de demain.

Que peuvent faire les géographes dans ce débat ? Rappeler que les gestions sectorisées ne sont efficaces qu'en systèmes ouverts. Que les limites n'ont d'efficacité que si elles sont acceptées par les acteurs. Qu'enfin, la gestion à de grandes échelles, si performante soit elle, ne peut pas être menée avec des frontières pensées comme des coups de ciseaux dans l'espace.

Gilles Fumey

Pour en savoir plus en Europe et ailleurs...

London Calling : the middle classes and the making of inner London, Tim Butler, Gary Robson, 2003, Oxford, Berg.

Ecole publique et école privée en Espagne, Mariano Fernandez Enguita, *Sociétés contemporaines*, n°59, 2005

Conditions culturelles et politiques et choix de l'école à Berlin, Elisabeth Flitner, *Educations et sociétés*, n°2, 2004

School segregation : the case of Amsterdam, Peter Gramberg, *Urban studies*, vol. 35, n°3, 1998

To what extent do local educational systems. Choice policies affect school segregation in urban contexts ?, Katleel Noreisch, *Paper Eurex Phd Program*, www.urban-europe.net/working_papers.htm, 2005

Globalization and belonging, Michael Savage et alii, ed. Sage, 2005

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net